

LETTRE OUVERTE À MADAME RIMA ABDUL-MALAK, MINISTRE DE LA CULTURE

Le 10 juin 2022

Madame la Ministre,

nous souhaitons tout d'abord vous adresser nos plus vives félicitations quant à votre nomination au poste de ministre de la Culture.

Les attentes et les chantiers sont évidemment importants, après deux ans de crise covid. Si, au cours de ce quinquennat le Gouvernement a su efficacement se mobiliser aux côtés des collectivités territoriales pour accompagner les acteurs de la culture dans la crise sanitaire, il n'a à notre sens pas suffisamment mis les enjeux culturels dans ses priorités.

Nous nous permettons par la présente lettre d'attirer votre attention sur quelques sujets.

- L'action publique en matière de culture est faite d'imbrication et de dialogue entre les collectivités et l'Etat. Dans le contexte de la pandémie, votre prédécesseure a initié de nouveaux outils qui vont dans le sens d'une meilleure coopération, en lien avec les services déconcentrés de votre ministère : déclinaisons régionales du Conseil des territoires pour la culture (CLTC) et début de généralisation des Comités régionaux des professions du spectacle (Coreps). Il s'agirait de poursuivre cette action en allant plus loin.

Ainsi, pourquoi ne pas rendre obligatoire la consultation des collectivités et des professionnels, à l'échelon national comme territorial, quand l'Etat met en place une nouvelle politique, à l'instar de ce qui se pratique déjà dans les domaines éducatifs ou de santé ? Si cela avait été fait sur le Pass culture, nous aurions évité bien des tâtonnements sur un dispositif qui continue de questionner. Dans le même ordre d'idée, pourquoi ne pas réserver, tel qu'ont pu le suggérer des parlementaires, une part des crédits des DRAC pour accompagner des initiatives portées par les collectivités, comme c'est déjà le cas dans le domaine de la lecture publique ?

- Se pose aussi la question des budgets. Les collectivités territoriales sont aujourd'hui dans une difficulté certaine concernant leurs capacités budgétaires en général et dans le domaine de la culture en particulier. Elles financent aujourd'hui la culture à hauteur de plus de 9,5Mds€. Cependant, malgré tous leurs efforts, elles ne vont pas pouvoir continuer à le faire. L'amenuisement des recettes, la baisse de la fiscalité propre des collectivités, le Pacte de Cahors ainsi que le contexte général d'inflation et de hausse du coût de l'énergie et, surtout, l'effort irréaliste de 10Mds€ d'économies sur cinq ans annoncé par le président de la République vont avoir des impacts majeurs sur leurs capacités d'action. Si l'Etat ne desserre pas cet étau, les collectivités se verront dans l'incapacité d'assumer la responsabilité culturelle qu'elles partagent avec l'Etat.

- Comme vous le savez, notre Fédération a été, à l'occasion de ces élections, à l'initiative d'un manifeste intitulé "Pour une République culturelle décentralisée" (que nous nous permettons de joindre à ce courrier). Un objectif qui passe, selon nous, par un dialogue mutuellement respectueux entre les collectivités et le ministère ainsi que par une plus grande attention de sa part aux initiatives des territoires.

Ces sujets proprement politiques méritent une attention particulière. Mais bien d'autres s'imposent aussi : une meilleure prise en compte des expressions artistiques pratiquées par nos concitoyennes et concitoyens, que ce soit de manière professionnelle ou en amateur ; une action plus volontariste pour venir en soutien à la diversité et à l'égalité femme/homme ; une attention accrue à l'attachement de nos concitoyens à leurs pratiques, à leurs fêtes, leur mémoire, leur cadre de vie, qui appelle une approche plus large du patrimoine et une participation plus grande à sa mise en valeur ; l'adaptation de la filière culturelle au changement climatique ; la prise en compte des droits culturels dans la construction des politiques publiques ; la promotion de l'égalité femme/homme dans l'ensemble des secteurs de la culture...

La FNCC tient à vous signifier sa pleine disponibilité pour travailler à vos côtés et vous sollicite pour une première rencontre au plus vite.

En vous remerciant par avance de toute l'attention que vous réserverez à notre demande, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

**Pour le Bureau de la FNCC
Frédéric Hocquard, Président**